

orienté ses efforts pour produire des résultats dans les domaines de l'investissement (susciter plus d'investissements privés dans les pays en développement), des partenariats (appuyer davantage de partenariats cofinancés entre le secteur privé et le secteur sans but lucratif) et de l'innovation (promouvoir un plus grand nombre d'idées audacieuses et de solutions de financement novatrices pour relever des défis de taille au chapitre du développement).

Le Canada s'associe à des institutions multilatérales de développement pour encourager l'investissement privé, les partenariats et l'innovation. Le 23 avril 2012, Finances Canada, le MAECI et l'ACDI ont signé un document de coopération stratégique avec la Société financière internationale pour renforcer la coordination et la collaboration du Canada avec l'organisation qui, dans le Groupe de la Banque mondiale, œuvre auprès du secteur privé. L'ACDI a aussi travaillé avec l'Agence multilatérale de garantie des investissements afin de créer un mécanisme pour États fragiles et en situation de conflit, lequel aidera à accroître l'investissement étranger dans ces États en favorisant l'accès des entreprises du secteur privé à une assurance contre les risques politiques.

Grâce au soutien institutionnel à long terme fourni par le Canada et d'autres donateurs, les institutions financières internationales ont encouragé une croissance économique durable dans les pays en développement. Par exemple, en 2012, la Banque africaine de développement avait aidé à installer une capacité énergétique de 1 110 mégawatts, soit assez pour approvisionner 20 millions de ménages, et elle avait investi dans l'infrastructure afin d'améliorer l'accès de 34 millions de personnes aux transports. De 2009 à 2012, la Banque asiatique de développement a procuré à plus de 3,3 millions de ménages un nouvel approvisionnement en eau, et à 3,3 millions d'autres ménages, de nouveaux services sanitaires.

Les ressources naturelles, en particulier les produits de l'extraction, représentent un des secteurs économiques connaissant la croissance la plus rapide dans de nombreux pays en développement. Le Canada aide les pays aux ressources abondantes à mettre en valeur de façon durable leur secteur de l'extraction en mettant l'accent sur l'amélioration des moyens de gestion des ressources, en soutenant le développement économique local et en rendant les collectivités capables de tirer des retombées maximales des projets d'extraction. Par ces mesures, le Canada cherche aussi à promouvoir les normes et les lignes directrices internationales ainsi que les pratiques exemplaires pour améliorer le rendement. Voici certaines initiatives clés :

- En 2012-2013, le Canada a mis sur pied l'Institut canadien international pour les industries extractives et le développement. L'Institut est installé à l'Université de la Colombie-Britannique, laquelle collabore avec l'Université Simon-Fraser et l'École Polytechnique de Montréal. Il servira de centre canadien d'excellence en ce qui a trait à l'expertise du secteur privé, des organisations non gouvernementales et des milieux universitaires dans le domaine de la gestion des ressources dans les pays en développement.
- Reconnu comme étant un chef de file mondial lorsqu'il s'agit de promouvoir la transparence et la responsabilisation dans le secteur de l'extraction, le Canada appuie avec vigueur l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). En soutenant un fonds d'affectation spéciale multidonneurs géré par la Banque mondiale, le Canada aide 37 pays à mettre en œuvre les normes de l'ITIE. Grâce à l'aide bilatérale stratégique que le Canada a fournie tôt à l'ITIE au Mozambique et en Tanzanie, les deux pays ont réussi à se conformer aux exigences de l'Initiative avant la fin de 2012. Le Canada a prêté main-forte à l'Agence tanzanienne de vérification chargée du secteur minier au chapitre du contrôle et de la vérification des opérations minières, ce qui a déjà aidé cette dernière à accroître sensiblement les revenus du gouvernement provenant de ce secteur.
- Le 8 janvier 2013, le premier ministre Stephen Harper a annoncé que le Canada verserait 15,3 millions de dollars sur cinq ans pour aider les pays africains à mettre en valeur de façon transparente, équitable et optimale les ressources minérales de l'Afrique. En prenant cet engagement, le Canada est devenu l'un des principaux donateurs appuyant le Centre pour l'exploitation des ressources minérales de l'Afrique, créé à l'initiative de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies. Le Centre a pour but d'améliorer la gestion des systèmes d'exploitation minière d'Afrique, lesquels promettent de stimuler considérablement le développement social et économique du continent.
- Au Pérou, le Canada a financé la formation de fonctionnaires municipaux chargés d'investir les redevances issues de l'exploitation des ressources naturelles dans des projets publics dans 30 municipalités. Cette formation a débouché sur de meilleurs investissements municipaux et une amélioration des conditions de vie des populations locales, car des projets qui profitent actuellement à